

M. Goezinne Robert
3B allée des acacias
Eraine
60190 Bailleul-le-Soc
06.20.35.39.65
rgoezinn@gmail.com

M. Alain GIAROLI
Commissaire Enquêteur
Enquête publique « Les moulins de Méry »

A Eraine, le 22/04/2026

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Lorsque nos concitoyens choisissent d'habiter dans nos petits villages de campagne, ce n'est certainement pas pour se retrouver cernés par des éoliennes en particulier lorsqu'elles sont implantées sans aucune concertation et qu'elles dévalorisent leur immobilier sans la moindre compensation (baisse des taxes immobilières ou du prix de l'électricité par exemple).

Comment peut-on aujourd'hui continuer à implanter des éoliennes lorsque l'on sait que le montant des subventions aux ENR (solaire et éolien) est équivalent aux coûts de construction du parc nucléaire français mais pour une part qui ne représente à peine 10% de la production électrique nationale, un facteur de charge moyen qui peine à atteindre les 25% pour une durée de vie d'environ 25 ans. A titre de comparaison, le facteur de charge du nucléaire français est de 70% pour une durée de 50 ans minimum.

Comment peut-on subventionner avec l'argent du contribuable (par le biais de la CSPE/TICFE) un déséquilibre commercial (la majorité des sociétés impliquées dans la construction d'éoliennes sont étrangères) qui concurrence notre industrie nucléaire et nos barrages hydroélectriques et donc des emplois français.

Les éoliennes, nouveau fer de lance des néo-écologistes, n'ont rien d'écologique. Tout d'abord, elles reposent sur un socle de 600 à 800 tonnes de béton armé quasiment indestructible. Les pales sont composées d'un mélange de béton et de fibres de verre qu'il est impossible de valoriser en fin de vie à l'heure actuelle. Preuve en est : aux États-Unis, les pales sont enterrées dans d'immenses fosses communes. Les images ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux et sur Internet (<https://youtu.be/QHnaQdReCDA>).

De plus, leur intermittence oblige le gestionnaire de réseau à avoir recours à des moyens pilotables (gaz et charbon) pour garantir la continuité de la fourniture d'électricité et éviter les black-outs. Ironie de cette technologie, c'est lorsque nous en avons le plus besoin en été et en hiver lors des anticyclones (grandes chaleurs ou grands froids) qu'elles ne tournent pas faute de vent. Je vous invite à regarder cette courte vidéo de l'audition de M. Jancovici, expert en énergie, lors d'une commission sénatoriale de 2014, qui explique les différents déboires des pays (exemples allemand, espagnol et danois) qui ont fortement misé sur l'éolien (<https://youtu.be/w9CJGuj0bHU>). De même, le documentaire « Eoliennes : du rêve aux réalités » (<https://youtu.be/Vf9EbpzDvoY>) donne un bon aperçu de la façon dont s'est déroulé le sacrifice de notre fleuron national qu'était EDF sur l'hôtel de la libre concurrence européenne (obligation de rachat, loi ARENH, etc.). Il y a quelques mois, 10 anciens dirigeants du secteur de l'énergie (MM. Proglie, Machenaud, Gallois, Accoyer, Gérondeau, etc.) alertaient notre ex-Premier Ministre de cette politique de développement des ENR ruineuse (https://www.lepoint.fr/debats/proglie-gallois-accoyer-leur-lettre-ouverte-a-michel-barnier-sur-la-politique-energetique-de-la-france-01-12-2024-2576794_2.php#11).

Nous avons rallumé au mois de novembre 2024 notre centrale au charbon de St-Avold pour alimenter l'Allemagne faute de vent (<https://www.atoo-energie.com/blog/raisons-redemarrage-centrale-charbon/>).

Les évènements géopolitiques des 5 années passées ont apporté la preuve irréfutable que nous devons réduire au maximum notre dépendance au gaz. En développant l'éolien, le gouvernement fait exactement l'inverse.

Aucun pays ayant choisi d'investir massivement dans l'éolien n'est parvenu à faire baisser significativement ses émissions de CO₂. C'est même précisément l'inverse qui se produit. Je vous invite à regarder le "modèle" choisi par l'Allemagne (<https://app.electricitymaps.com/zone/DE>) en refusant l'énergie nucléaire et en développant massivement l'éolien et le solaire (plus de 500 milliards d'Euros investis !). Résultat : leur électricité est 6 fois plus émettrice de CO₂ que la nôtre (moyenne sur les 5 dernières années 2019-2023 de 419 gCO₂eq/kWh contre 64 gCO₂eq/kWh pour la France) (source : <https://app.electricitymaps.com/zone/FR/all>)

Pour finir, la production électrique française étant déjà décarbonée à plus de 90%, la France n'a nul besoin d'éoliennes supplémentaires (Vidéo de M. Yves Bréchet https://youtu.be/L0ZX3moD_mQ 16min00s, mais que je vous invite à visionner dans son ensemble car il s'agit d'une mine d'informations quant à la non gestion de la production énergétique française depuis 10 ans).

Avec l'expérience des 20 dernières années, nous avons le recul et les connaissances empiriques qui nous permettent de juger objectivement la situation. Toute personne allant à l'encontre du présent constat est mal informée ou trouve un intérêt dans son développement.

J'ajouterai pour conclure que face aux difficultés qu'ont nos gouvernements successifs à trouver des postes d'économies budgétaires, qu'une politique qui engage 121 milliards d'euros sur 25 ans (dont 7,18 milliards pour 2025) nécessite d'être sérieusement révisée voire abrogée (source : <https://www.lemonde.fr/blog/huet/2018/04/19/la-cour-des-comptes-alerte-sur-le-cout-des-enr/>).

Pour finir, j'estime que les pratiques de démarchage des promoteurs et de leur lobby sont absolument scandaleuses. Voici un exemple d'email envoyé à des élus présentant l'éolien comme une aubaine <https://www.fee-asso.fr/newsletter202212.html>. J'ai également été victime de quasi-harcèlement par ces sociétés en vue de signer les promesses de baux.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, vous aurez compris mon avis sur ce projet ainsi que sur tous les autres. En matière d'énergie, secteur stratégique relevant de la sécurité nationale, l'heure est au pragmatisme et non au dogmatisme. Les signaux économiques des événements de ces dernières années ne peuvent être plus clairs avec l'explosion des prix de l'énergie (l'électrique en particulier).

Il est urgent de stopper cette gabegie d'argent public. Il est plus que temps de mettre les politiques et les décisionnaires devant leurs responsabilités.

Veillez recevoir, Monsieur le Commissaire Enquêteur, mes sincères salutations.

Robert Goezinne